

F 90 — 2594

29 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié le 31 mars 1988 et le 25 novembre 1988;

Vu l'avis de l'organe de concertation en matière de protection de la jeunesse prévu par l'article 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, donné le 23 mai 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 15 mai 1990;

Vu l'accord du président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du Budget, donné le 18 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser sans retard l'application de l'accord concernant une partie du cahier de revendication de travailleurs du secteur de la protection de la jeunesse;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juin 1990,

Arrête :

Article 1er. A l'annexe 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, dans la rubrique « Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel », l'échelle barémique de rémunération indiquée au point 5° c, est remplacée par le barème suivant :

653 324	—	988 995
3/1	×	9 874
1/2	×	9 874
1/2	×	13 163
2/2	×	26 326
10/2	×	23 036

Art. 2. Dans la même rubrique de l'annexe 4 citée à l'article précédent, il est ajouté un point 9° libellé comme suit :

« 9° Du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989, en application du point 8° ci-dessus, l'allocation annuelle spéciale de 9 600 F l'an payée aux membres du personnel éducateur, administratif et d'entretien a justifié l'utilisation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel.

A partir du 1er janvier 1990, le montant de l'allocation susmentionnée passe à 13 000 F pour le personnel éducateur, est maintenu à 9 600 F pour le personnel administratif et d'entretien et est fixé à 3 300 F pour le personnel psycho-médico-social et le personnel de direction. »

Art. 3. Le texte de l'annexe 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 précité est remplacé par le texte suivant :

Annexe 5. — Conditions de qualification et échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'octroi de la subvention forfaitaire.

A. Personnel éducateur :

1. Educateur classe 1 (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

— est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 546 371 — 859 006

3/1	×	9 874
1/2	×	9 874
1/2	×	13 163
2/2	×	26 326
9/2	×	23 036

2. Educateur classe 2 (20 ans) :

— les éducateurs de la classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2a et étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2a.

Barème : 500 299 — 631 936
 3/1 × 9 874
 1/2 × 9 874
 7/2 × 13 163

3. Educateur classe 2a (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, de plein exercice ou de promotion sociale;
 — un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;
 — un brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

Barème : 500 299 — 692 816
 3/1 × 8 227
 4/2 × 9 874
 8/2 × 13 163
 1/2 × 23 036

4. Educateur classe 2b (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique;

— est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 480 554 — 678 006
 3/1 × 9 874
 1/2 × 9 874
 12/2 × 13 163

5. Educateur classe 3 (18 ans) :

— un brevet délivré par un établissement d'enseignement professionnel secondaire supérieur ou de l'enseignement secondaire inférieur général, technique ou artistique;

— est assimilé à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974 de même que le personnel éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur.

Barème : 446 921 — 613 836
 3/1 × 5 175
 5/2 × 9 262
 8/2 × 13 135

Après 9 ans : 458 553 — 631 939

3/1 × 5 175
 5/2 × 10 555
 8/2 × 13 135

6. Chef éducateur (21 ans) :

— même condition que éducateur classe 1.

Barème : 625 352 — 937 987
 3/1 × 9 874
 1/2 × 9 874
 1/2 × 13 163
 2/2 × 26 326
 9/2 × 23 036

B. Personnel psycho-médico-social :**1. Assistant social, infirmier A1 (23 ans) : diplôme légalement requis :**

Barème : 573 795 — 845 286
 3/1 × 11 517
 12/2 × 19 745

Après 9 ans : 649 485 — 920 976

3/1 × 11 517
 12/2 × 19 745

Après 18 ans : 717 496 — 988 987

3/1 × 11 517
 12/2 × 19 745

2. Infirmier breveté A2 (21 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 529 917 — 842 552
 3/1 × 9 874
 1/2 × 9 874
 1/2 × 13 163
 2/2 × 26 326
 9/2 × 23 036

Après 9 ans : 573 795 — 865 031

3/1 × 11 517
 12/2 × 19 745

3. Psychologue (24 ans) : diplôme de licencié en sélection et en orientation professionnelle ou en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques. Licencié en droit ou en criminologie (24 ans) : diplôme légalement requis.

Barème : 760 277 — 1 183 155
 3/1 × 23 036
 10/2 × 35 377

4. Médecin (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 941 275 — 1 413 513
 3/1 × 23 036
 10/2 × 40 313

5. Médecin spécialiste (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 1 253 907 — 1 798 900
 11/2 × 49 383

C. Personnel administratif :**1. Commis (18 ans) :**

— diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou assimilé;
 — est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

Barème : 435 641 — 597 381
 3/1 × 5 175
 5/2 × 8 227
 8/2 × 13 135

2. Commis-sténodactylographe (18 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et certificat attestant de la connaissance de la sténodactylographie :

Barème : 443 868 — 605 608
 3/1 × 5 175
 5/2 × 8 227
 8/2 × 13 135

3. Rédacteur (20 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème : 474 676 — 776 734
 3/1 × 9 874
 2/2 × 9 520
 11/2 × 23 036

4. Econome (20 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème : 546 371 — 859 006
 3/1 × 9 874
 1/2 × 9 874
 1/2 × 13 183
 2/2 × 26 326
 9/2 × 23 036

D. Personnel d'entretien :

— aucune condition de qualification :

Barème : 455 308 — 538 642
 3/1 × 5 986
 2/2 × 4 228
 10/2 × 5 692

E. Personnel de direction :**1. Directeur, coordinateur (24 ans) :**

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
 — est assimilé à directeur et coordinateur, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement ces fonctions en respect avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : 760 277 — 1 183 155
 3/1 × 23 036
 10/2 × 35 377

2. Responsable pédagogique (24 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
 — est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de responsable pédagogique en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème A : 760 277 — 1 183 155
 3/1 × 23 036
 10/2 × 35 377

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

826 095 — 1 284 350
 3/1 × 23 036
 11/2 × 35 377

Le bénéfice de l'échelle barémique B est aussi accordé au personnel assimilé dont la qualification a été jugée suffisante en vertu des dispositions réglementaires précédentes.

3. Responsable administratif (24 ans) :

— une licence en sciences économiques appliquées ou en sciences du travail;
 — est assimilé à cette qualification :

1^o le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait, la fonction de responsable administratif en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes;

2° le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait, à titre transitoire, la fonction de responsable administratif en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes, pour autant qu'il ait entrepris en 1987 une formation en vue d'acquérir la qualification exigée. Les effets de cette dispositions cessent dès lors que, soit il ne peut plus justifier être régulièrement inscrit et fréquenter une telle formation, soit il n'obtient pas au terme de la formation le diplôme ou certificat de fin d'études;

3° le personnel qui aura terminé avec succès le cycle de formation spécifique prévu par le Ministre.

Barème A : 760 277 — 1 183 155
 3/1 × 23 036
 10/2 × 35 377

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :
 826 095 — 1 284 350
 3/1 × 23 036
 11/2 × 35 377

Le bénéfice de l'échelle barémique B ne sera accordé au personnel assimilé qu'au moment où il aura acquis la qualification requise.

4. Responsable de la coordination générale (24 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et une formation complémentaire dans le domaine de la gestion d'un minimum de 240 heures et couvrant les domaines suivants :

- 1° gestion des ressources humaines, gestion du personnel;
- 2° contrôle comptable, gestion financière et budgétaire;
- 3° organisation administrative,

— ou une licence soit en sciences économiques appliquées ou en sciences du travail et une formation complémentaire dans le domaine des sciences humaines d'un minimum de 240 heures et couvrant les domaines suivants :

- 1° théorie des organisations, analyse institutionnelle;
- 2° organisation du travail en équipe, gestion des conflits et négociation;
- 3° gestion des ressources humaines, gestion d'un projet éducatif et cinq ans de fonctions éducatives ou de gestion postérieures à l'acquisition de la qualification principale.

La formation complémentaire peut être organisée par un ou plusieurs services de formation publics ou privés. Elle devra être approuvée par le Ministre ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet. Cette approbation peut être préalable à la formation.

— est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de responsable de la coordination générale en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème A : 826 095 — 1 284 350
 3/1 × 23 036
 11/2 × 35 377

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :
 1 020 255 — 1 563 248
 11/2 × 49 363

Le bénéfice de l'échelle barémique B est aussi accordé au personnel assimilé dont la qualification a été jugée suffisante en vertu des dispositions réglementaires précédentes.

Dans les services résidentiels à l'exception des services de placement familial, l'exercice d'une fonction de direction est incompatible avec l'exercice d'une autre fonction dans le même service.

La rémunération annuelle minimum garantie de 460 470 francs est accordée à tout membre du personnel âgé de 21 ans au moins exerçant une fonction à temps plein.

* * *

Les échelles barémiques sont indexables suivant les dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents; tous les montants sont liés à l'indice-pivot 138,01.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Art. 5. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
 V. FEAUX

N 90 — 2594

29 JUNI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op het advies van het overlegorgaan inzake jeugdbescherming bedoeld bij artikel 56 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, uitgebracht op 23 mei 1990;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 15 mei 1990;

Gelet op het akkoord van de voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve belast met de begroting, gegeven op 18 juni 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het akkoord betreffende een gedeelte van de eisen van de werknemers in de jeugdbeschermingssector onverwijld dient toegepast te worden;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 18 juni 1990 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage 4 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, in de rubriek « aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten » wordt de loonschaal in punt 5° c) vervangen door de volgende :

853 324	—	988 995
3/1	×	9 874
1/2	×	9 874
1/2	×	13 163
2/2	×	26 326
10/2	×	23 036

Art. 2. In dezelfde rubriek van de in voornoemd artikel vermelde bijlage 4, wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt :

« 9° Van 1 januari 1988 tot 31 december 1989, bij toepassing van bovenstaand punt 8° heeft de bijzondere jaarlijkse toelage van 9 600 F per jaar uitbetaald aan de leden van het opvoedend, administratief en onderhoudspersoneel de aanwending van de forfaitaire toelage voor personeelskosten verantwoord.

Vanaf 1 januari 1990, wordt het bedrag van bovenvermelde toelage gebracht op 13 000 F voor het opvoedend personeel, gehandhaafd op 9 600 F voor het administratief en onderhoudspersoneel en bepaald op 3 300 F voor het psycho-medisch-sociaal en directiepersoneel. »

Art. 3. De tekst van de bijlage 5 van voornoemd besluit van de Executieve van 7 december 1987 wordt vervangen door de volgende tekst :

Bijlage 5. — Kwalificatievereisten en barema's van de bezoldiging van het personeel die de toekenning van de forfaitaire toelage verantwoorden.

A. Opvoedend personeel :

1. Opvoeder klasse 1 (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 2a of 2b die in dienst was op 1 september 1986, op voorwaarde dat hij respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder op 21 december 1974 telde.

Barema : 546 371 — 859 006

3/1	×	9 874
1/2	×	9 874
1/2	×	13 163
2/2	×	26 326
9/2	×	23 036

2. Opvoeder klasse 2 (20 jaar) :

— De opvoeders van de klasse 2 die voldoen aan de voorwaarden vereist om toegang tot de klasse 2a te krijgen en op 7 september 1976 in dienst waren, kunnen de bezoldiging blijven genieten die vroeger voor de klasse 2 bepaald was, wanneer het bedrag hiervan voordeliger blijkt dan dat van het barema van de klasse 2a.

Barema : 500 299 — 631 936

3/1	×	9 874
1/2	×	9 874
7/2	×	13 163

3. Opvoeder klasse 2a (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— een brevet van verpleger of nursing-assistent;

— een brevet van kinderverzorgster, voor zover deze zich met kinderen die 0 tot 6 jaar oud zijn, bezighoudt.

Barema : 500 299 — 692 816

3/1	×	8 227
4/2	×	9 874
8/2	×	13 163
1/2	×	23 036

4. Opvoeder klasse 2b (20 jaar):

— een eindexamen of -getuigschrift van ten minste het niveau van het algemeen of technisch hoger secundair onderwijs;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 3 die op 1 september 1966 in dienst was, op voorwaarde dat hij op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder telde.

Barema: 480 554 — 678 008

3/1 × 9 874

1/2 × 9 874

12/2 × 13 183

5. Opvoeder klasse 3 (18 jaar):

— een brevet, uitgereikt door een inrichting van het hoger secundair beroepsonderwijs of van het algemeen, technisch of kunstlager secundair onderwijs;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde, alsmede het opvoedend personeel dat op 15 september 1975 in dienst was en dat op die datum een getuigschrift of een brevet van het lager beroepsonderwijs bezat.

Barema: 446 921 — 613 836

3/1 × 5 175

5/2 × 9 282

8/2 × 13 135

Na 9 jaar: 458 553 — 631 939

3/1 × 5 175

5/2 × 10 555

8/2 × 13 135

6. Hoofdopvoeder (21 ans): zelfde voorwaarde als opvoeder klasse 1.

Barema: 625 352 — 937 987

3/1 × 9 874

1/2 × 9 874

1/2 × 13 163

2/2 × 26 326

9/2 × 23 036

B. Psychisch-medisch-sociaal personeel:

1. Maatschappelijk assistent, verpleger A1 (23 jaar) wettelijk vereist diploma:

Barema: 573 795 — 845 288

3/1 × 11 517

12/2 × 19 745

Na 9 jaar: 649 485 — 920 976

3/1 × 11 517

12/2 × 19 745

Na 18 jaar: 717 496 — 988 987

3/1 × 11 517

12/2 × 19 745

2. Gebrevetteerde verpleger A2 (21 jaar): wettelijk vereist diploma.

Barema: 529 917 — 842 552

3/1 × 9 874

1/2 × 9 874

1/2 × 13 163

2/2 × 26 326

9/2 × 23 036

Na 9 jaar: 573 795 — 865 031

3/1 × 11 517

13/2 × 19 745

3. Psycholoog (24 jaar): diploma van licentiaat in de beroepsselectie en -oriëntatie of in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen.

Licentiaat in de rechten of in de criminologie (24 jaar): wettelijk vereist diploma.

Barema: 760 277 — 1 183 155

3/1 × 23 036

10/2 × 35 377

4. Geneesheer (24 jaar): wettelijk vereist diploma:

Barema: 941 275 — 1 413 513

3/1 × 23 036

10/2 × 40 313

5. Geneesheer-specialist (24 jaar): wettelijk vereist diploma:

Barema: 1 253 907 — 1 796 900

11/2 × 49 363

C. Administratief personeel:

1. Klerk (18 jaar):

— diploma van het lager secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, vanaf 1 januari 1974, het administratief personeel dat voor 1 juli 1973 in dienst was.

Barema: 435 641 — 597 381

3/1 × 5 175

5/2 × 8 227

8/2 × 13 135

2. Klerk-stenotypiste (18 jaar):

— diploma van het lager secundair onderwijs en getuigschrift dat de kennis van stenotypie bewijst.

Barema: 443 868 — 605 608

3/1 × 5 175

5/2 × 8 227

8/2 × 13 135

3. Opsteller (20 jaar):

— diploma van het hoger secundair onderwijs en ermee gelijkgesteld.

Barema: 474 876 — 776 734

3/1 × 9 874

2/2 × 9 520

11/2 × 23 036

4. Huismeester (20 jaar):

— diploma van het hoger secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld.

Barema: 546 371 — 859 006

3/1 × 9 874

1/2 × 9 874

1/2 × 13 163

2/2 × 26 326

9/2 × 23 036

D. Onderhoudspersoneel:

— geen kwalificatievereiste:

Barema: 455 308 — 538 642

3/1 × 5 986

2/2 × 4 228

10/2 × 5 692

E. Directiepersoneel:**1. Directeur, coördinator (24 jaar):**

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;

— met directeur en coördinator wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk die ambten uitoefende met inachtneming van de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema: 760 277 — 1 183 155

3/1 × 23 036

10/2 × 35 377

2. Pedagogisch verantwoordelijke (24 jaar):

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van pedagogisch verantwoordelijke uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema A: 760 277 — 1 183 155

3/1 × 23 036

10/2 × 35 377

Barema B: na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst:

826 095 — 1 284 350

3/1 × 23 036

11/2 × 35 377

Het genot van het B-barema wordt ook toegekend aan het ermee gelijkgestelde personeel waarvan de kwalificatie als voldoende werd beschouwd krachtens de vorige reglementaire bepalingen.

.3. Administratief verantwoordelijke (24 jaar):

— een licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of in de arbeidswetenschappen;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld:

1° het personeel dat, op datum van inwerkingtreding van dit besluit, het ambt van administratief verantwoordelijke overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen uitoefende.

2° het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bij wijze van overgangsmaatregel, het ambt van administratief verantwoordelijke overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen uitoefende, voor zover het in 1987 een vorming heeft ondernomen met het oog op de verwerving van de vereiste kwalificatie. De uitwerking van deze bepaling eindigt zodra dat personeel, hetzij niet meer kan bewijzen dat het regelmatig ingeschreven is en de cursussen voor zo'n vorming volgt, hetzij aan het einde van de vormingstijd het eindexamen of -getuigschrift niet behaalt.

3° het personeel dat de cyclus voor de specifieke vorming bepaald door de Minister met succes heeft voltooid:

Barema A: 760 277 — 1 183 155

3/1 × 23 036

10/2 × 35 377

Barema B: na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst:

826 095 — 1 284 350

3/1 × 23 036

11/2 × 35 377

Het genot van het B-barema wordt ook aan het ermee gelijkgesteld personeel pas toegekend op het ogenblik dat het de vereiste kwalificatie heeft verworven.

4. Verantwoordelijke voor de algemene coördinatie (24 jaar):

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en een aanvullende vorming op het gebied van het beheer, die ten minste 240 uren telt en de volgende vakken betreft:

- 1° beheer van de menselijke middelen, beheer van het personeel;
- 2° boekhoudcontrole, financieel en begrotingsbeheer;
- 3° administratieve organisatie,

— of een licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of in de arbeidswetenschappen en een aanvullende vorming op het gebied van de geesteswetenschappen, die ten minste 240 uren telt en de volgende vakken betreft:

- 1° organisatie-theorie, institutionele analyse;
- 2° arbeidsorganisatie, ploegenarbeid, beheer van de geschillen en onderhandeling;
- 3° beheer van de menselijke middelen, beheer van een opvoedingsproject en vijf jaar opvoedings- of beheersfuncties na de verwerving van de hoofdkwalificatie.

De aanvullende vorming kan door een of meerdere openbare of private vormingsdiensten worden georganiseerd. Ze moet goedgekeurd worden door de Minister of de door hem daartoe afgevaardigde ambtenaar. Deze goedkeuring kan aan de vorming vooraf moeten gaan.

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit het ambt van verantwoordelijke voor de algemene coördinatie werkelijk uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema A: 828 095 — 1 284 350

3/1 × 23 036

11/2 × 35 377

Barema B: na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst:

1 020 255 — 1 563 248

11/2 × 49 363

Het genot van het B-barema wordt ook toegekend aan het ermee gelijkgesteld personeel waarvan de kwalificatie als voldoende werd beschouwd krachtens de vorige reglementaire bepalingen.

In de residentiële diensten, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, is de uitoefening van een leidend ambt overeenigbaar met de uitoefening van een ander ambt in dezelfde dienst.

De gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging van 460 470 frank wordt toegekend aan elk personeelslid dat ten minste 21 jaar oud is en een voltijds ambt uitoefent.

De barema's zijn indexeerbaar volgens de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten; alle bedragen zijn gekoppeld aan de splindex 138,01.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 1990.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve:

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F 90 — 2595

29 JUNI 1990. — Arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiées par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 31 mars 1988 et 25 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 18 juin 1990;

Vu l'accord du président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du Budget, donné le 18 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser sans retard l'application de l'accord concernant une partie du cahier de revendications des travailleurs du secteur de la protection de la jeunesse;